



**MAIRIE DE LORRY-LES-METZ**

46, Grand-Rue  
57050 LORRY-LES-METZ  
téléphone : 0387313250



**DECISION DE NON-OPPOSITION A UNE DECLARATION  
PREALABLE DELIVREE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA  
COMMUNE**

Déclaration Préalable formulée le : 14/08/24 par : Monsieur AUBURTIN Jean-Michel Alexandre demeurant à : 97 grand rue 57050 LORRY LES METZ représenté par : codemandeur : pour : Travaux sur construction existante sur un terrain sis à : 97 grand rue LORRY-LES-METZ	Dossier N° : <b>DP 57415 24 Y0045</b> Surface d'emprise : Surface de plancher : Nb bâtiments : Nb de logements : Destination : Habitation Projet : Réfection de façade
--	--

**LE MAIRE**

Vu la déclaration préalable susvisée ;  
Vu les plans et documents joints à la déclaration ;  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment l'article L 421-4 ;  
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Metz Métropole approuvé en date du 03/06/2024 ;  
Vu les dispositions générales et les dispositions particulières du règlement de la zone UAP du plan de secteur Couronne métropolitaine du PLUi de Metz Métropole ;

**ARRETE**

ARTICLE UNIQUE : Les travaux projetés ne font l'objet d'aucune opposition ni d'aucune prescription.

**06 SEP. 2024**

Le

Le Maire :

Le Maire,  
**Philippe GLESER**



Le pétitionnaire est informé que le terrain est situé dans une zone d'aléa de niveau **moyen** vis-à-vis du risque naturel de retrait-gonflement des argiles. Vous trouverez plus d'informations sur le site <http://www.georisques.gouv.fr/>.

Conformément aux dispositions de l'article L 2131-1 du code général des collectivités territoriales, la présente décision devient exécutoire dès sa notification au pétitionnaire et transmission au Préfet ou à son délégué. La présente décision et le dossier l'accompagnant ont été transmis au Préfet ou à son délégué en application des dispositions des articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales le :

L'avis de dépôt de la déclaration préalable susvisée a été affiché en mairie le :

**INFORMATION-À LIRE ATTENTIVEMENT-INFORMATION-À LIRE ATTENTIVEMENT-INFORMATION-À LIRE ATTENTIVEMENT-INFORMATION**

<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Durée de validité</b> : conformément à l'article R. 424-17 du code de l'urbanisme, les travaux doivent être entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté. A défaut, il conviendra de déposer une nouvelle déclaration. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Il en va de même, en cas de recours contre une décision prévue par une législation connexe donnant lieu à une réalisation différée des travaux dans l'attente de son obtention.</li><li>• <b>Le déclarant peut commencer les travaux après avoir</b> : installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.</li><li>• <b>Délais et voies de recours</b> : si vous entendez contester le présent arrêté vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite). Les tiers peuvent également contester cette décision devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus. Le recours peut être engagé par voie électronique (" Télérecours citoyens" - <a href="http://www.telerecours.fr/">http://www.telerecours.fr/</a> )</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• <b>Le présent arrêté est délivré sous réserve du droit des tiers</b> : seule est vérifiée la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Le respect des autres réglementations et des règles de droit privé ne sont pas vérifiés. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si les travaux projetés respectent les règles d'urbanisme.</li><li>• <b>Attention</b> : dans le délai de deux mois à compter de l'affichage sur le terrain, la légalité de cet acte peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le déclarant au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.</li></ul>
--	---

• **Assurance dommages-ouvriers** : l'attention du pétitionnaire est attirée sur l'éventuelle obligation de souscrire l'assurance domaniale prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



A retourner à :

**MAIRIE DE LORRY-LES-METZ**  
46, Grand-Rue  
57050 LORRY-LES-METZ  
téléphone : 0387313250



## AVIS DE DEBUT DES TRAVAUX

**DP 57415 24 Y0045**

**Demandeur :** Monsieur AUBURTIN Jean-Michel Alexandre  
97 grand rue  
57050 LORRY LES METZ

**Représentant :**

**Nature des travaux :** Travaux sur construction existante

**Description :** Réfection de façade

**Adresse des travaux :** 97 grand rue  
57050 LORRY-LES-METZ

*Je vous informe que les travaux relatifs aux indications  
ci-dessus sont commencés depuis le :*

Fait à

le